

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE SECURITE



Distr.
GENERALE

S/4606/Add.1
6 janvier 1961

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS-
FRANCAIS

Note du Secrétaire général

Au sujet de l'incident des 30 décembre 1960 - 1er janvier 1961 dont il a été rendu compte dans le document S/4606 du 1er janvier 1961, le Secrétaire général a l'honneur de présenter au Conseil de sécurité les documents complémentaires suivants :

1. Note verbale adressée par le Secrétaire général, le 2 janvier 1961, au Représentant permanent de la Belgique (Annexe 6);
2. Rapport de l'Ambassadeur Dayal, Représentant spécial du Secrétaire général, en date du 5 janvier 1961 (Annexe 7).

ANNEXE 6

NOTE VERBALE DU SECRETAIRE GENERAL AU REPRESENTANT PERMANENT
DE LA BELGIQUE, EN DATE DU 2 JANVIER 1961

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Représentant permanent de la Belgique et, se référant à sa note verbale du 1er janvier 1961, a l'honneur de formuler les observations complémentaires suivantes au sujet de la question qui faisait l'objet de la note verbale.

Le Secrétaire général a reçu aujourd'hui des rapports émanant de représentants de l'Organisation des Nations Unies selon lesquels l'opération militaire récemment déclenchée par des troupes de l'Armée nationale congolaise à travers le Territoire sous tutelle du Ruanda-Urundi a donné lieu à des mesures graves de la part des factions opposées de l'armée dans la province de Kivu. Cette opération a également entraîné un accroissement de la tension qui peut compromettre l'ordre public et, en particulier, mettre en danger la population européenne, ainsi qu'on peut le prévoir du fait que le récent incident dénote une participation belge. Un des aspects psychologiques de la situation consiste dans les rumeurs qui circulent dans la province de Kivu selon lesquelles de nouvelles troupes se rendraient à Bukavu à travers le Territoire du Ruanda-Urundi et il serait procédé à des transports d'armes destinées à ces troupes.

Bien qu'un calme relatif règne actuellement dans la plus grande partie de Bukavu, on estime que tout nouvel incident d'un caractère similaire pourrait donner naissance à une panique aux conséquences les plus graves. L'unité des Nations Unies stationnée à Bukavu ne se compose actuellement que d'un bataillon de troupes d'état-major. Cependant, des dispositions sont prises pour permettre d'assurer dans toute la mesure possible la protection des vies humaines et des biens matériels au cas où une crise sérieuse se déclencherait. Le commandant local de la section de parachutistes belges stationnée à Shangugu, en face de Bukavu, a été prié d'empêcher l'entrée éventuelle dans la province de Kivu de toute nouvelle colonne de troupes congolaises; il a accédé à cette requête.

Les informations et observations qui précèdent permettent de souligner la gravité de la question soulevée par le Secrétaire général dans sa note d'hier, ainsi que la nécessité urgente d'une clarification par le Gouvernement belge de la

/...

situation telle qu'elle se présente du côté du Ruanda-Urundi, comme suite à l'appel du Secrétaire général. Une responsabilité toute particulière pour parer à la détérioration actuelle de la situation incombe manifestement à la Puissance administrante du Ruanda-Urundi; en effet, son attitude revêt une importance non seulement pour ce qui est de la situation en général, mais aussi, en particulier, pour ce qui est de l'influence qu'elle exerce sur la situation de la population belge et des autres populations non africaines. Quelles que soient les mesures que l'Organisation des Nations Unies pourra prendre pour le maintien de l'ordre public, elles ne seront guère suivies d'effet, à moins que les autres parties responsables ne leur donnent leur appui en observant strictement les principes énoncés par les Nations Unies. Il est évident qu'actuellement cette tâche de protection ne peut être assurée que par les Nations Unies; en effet, toute tentative de protection venant d'une autre source, outre qu'elle serait contraire à l'attitude des Nations Unies, accroîtrait gravement les risques actuels à tous les points de vue.

Le 2 janvier 1961

/...

ANNEXE 7

RAPPORT DE L'AMBASSADEUR DAYAL, REPRESENTANT SPECIAL DU SECRETAIRE GENERAL,
EN DATE DU 5 JANVIER 1961

1. Les renseignements ci-après complètent, au 5 janvier 1961, mon rapport du 1er janvier 1961 sur l'incident qui a eu lieu à cette date à Bukavu dans la province de Kivu.
2. Des rapports ultérieurs émanant de Bukavu fournissent quelques détails complémentaires sur l'incident tel qu'il a été antérieurement exposé. Une fois que la fusillade eut commencé, trois fonctionnaires de l'administration du Ruanda-Urundi se sont élancés vers le pont, pour exposer, semble-t-il, la situation aux habitants du Territoire sous tutelle qui se trouvaient de ce côté-là du pont, et au cours de la fusillade provenant de la rive du côté Bukavu l'un au moins de ces fonctionnaires a été tué. Après avoir repoussé ceux qui s'étaient efforcés de franchir la frontière et avoir fait prisonniers ceux qui étaient restés sur la rive du côté Kivu, l'ANC a fermé la frontière et a continué de se déployer sur les hauteurs, sur la rive du côté Kivu.
3. A partir du moment où la première cessation des hostilités a été obtenue, les représentants militaires et civils de l'ONUC en poste à Bukavu se sont tenus étroitement et activement en rapport tant avec l'ANC sur la rive Kivu qu'avec le Commandement belge de Shangugu, sur la rive opposée, et ont ainsi aidé à ramener le calme dans une situation qui était extrêmement tendue et dangereuse. Le 2 janvier 1961, ils ont obtenu du commandant du groupe belge de paracommandos de Shangugu qu'il consente à empêcher toute nouvelle entrée de troupes congolaises au Kivu, s'il en arrivait d'autres. Plus tard, au cours de la même journée, ils sont entrés en rapport avec un colonel belge d'Usumbura et avec le chef du service de sécurité du Ruanda-Urundi, et ils ont reçu l'assurance formelle qu'il n'y avait plus de troupes congolaises à l'intérieur du Territoire sous tutelle et qu'aucun soldat congolais ne serait plus autorisé à y pénétrer. Le même après-midi, les trente premiers soldats de l'ANC revenant d'Usumbura sont arrivés à Luluabourg; ils étaient sans armes et parmi eux se trouvaient deux blessés ainsi que l'administrateur en chef de la sûreté nationale à Léopoldville.

/...

4. Malgré tous les efforts, des fusillades isolées ont éclaté à deux autres reprises. A 5 h. 20 environ, le 3 janvier 1961, des soldats de l'ANC ont ouvert le feu pendant peu de temps à la frontière, croyant, semble-t-il, qu'ils avaient eux-mêmes essuyé des coups de feu de la rive belge. A 12 heures, le 3 janvier, dix salves de mortier ont été tirées du camp Saio en direction du Ruanda-Urundi. Des contacts ont été établis avec le commandant de l'ANC, qui a donné des ordres pour que le feu cesse immédiatement. Aucun dommage n'a été causé et l'incident n'a pas eu d'autres suites. Aucun coup de feu n'a été tiré les 4 et 5 janvier et un calme général a régné.
5. Chaque camp semblait craindre une incursion de l'autre camp, bien qu'il n'y ait pas eu de franchissement en armes de la frontière depuis l'incident du 1er janvier. Le commandant de l'ONUC a cherché à obtenir des deux camps qu'ils consentent à ce que l'ONUC assure la neutralité de la frontière en postant des troupes au pont sur la rive congolaise, et des renforts de l'ONUC ont été acheminés sur Bukavu à cette fin. On craignait également que l'ANC ne cherchât à détruire le pont. Outre les pertes matérielles, cette destruction aurait pu entraîner de graves hostilités. Les bons offices de l'ONUC ont réussi à écarter cette menace. D'autre part, l'ONUC a obtenu, en négociant, que les troupes belges se retirent de positions trop visibles, sur la rive du côté du Ruanda-Urundi, qui auraient pu avoir l'effet de provocation au cours d'une période de crainte et d'agitation. Les représentants de l'ONUC ont ainsi pu prouver aux deux camps l'atténuation continue des tensions et aider à rétablir le calme que la situation connaît à l'heure actuelle.
6. L'incident a eu pour autre conséquence immédiate un renouveau des sentiments antieuropéens parmi les troupes de l'ANC dans la province de Kivu. Un nombre limité d'arrestations ont eu lieu et plusieurs Européens se sont réfugiés près des camps de l'ONUC. L'ONUC a, dans la limite de ses possibilités, pris les dispositions voulues pour étendre sa protection en cas de panique massive ou de voies de fait généralisées. Le 2 janvier 1961, M. Anicet Kashamura, résidant de la province de Kivu et ministre du gouvernement de M. Lumumba, est arrivé à Bukavu venant de Stanleyville, après la fuite ou la disparition de la plupart des membres du gouvernement provincial, et a commencé à remettre sur pied l'administration locale et à rétablir effectivement l'autorité publique. A 20 heures, le 3 janvier,

M. Kashamura a fait savoir aux représentants de l'ONUC que tous les Européens détenus avaient été relâchés et, ultérieurement, les Congolais détenus ont été eux aussi remis en liberté. M. Kashamura a demandé publiquement à tous les résidents de reprendre une vie normale, a rappelé à leur poste un certain nombre de ministres de la province et a interdit les arrestations sans mandat.
